

**Direction Générale déléguée  
à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire**

**Direction du Cycle de l'Eau**

**ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**

**Travaux de restauration des milieux aquatiques  
sur le territoire de Nantes Métropole (3 lots)**

Lot n°1 : Travaux de restauration des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Lit mineur et continuité écologique en cours d'eau

Lot n°2 : Travaux de restauration des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Berges et ripisylve

Lot n°3 : Travaux de restauration des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Gestion des espèces invasives végétales et travaux hydrauliques en marais

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***Procédure Adaptée Ouverte***

*(Article R2123-1 du code de la commande publique )*

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>  
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation concerne les travaux suivants :

#### **Travaux de restauration des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – 3 lots**

Lot n°1 : Travaux de restauration des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Lit mineur et continuité écologique en cours d'eau

Lot n°2 : Travaux de restauration morphologique des cours d'eau sur le territoire de Nantes Métropole – Berges et ripisylve

Lot n°3 : Travaux de restauration morphologique des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Gestion des espèces invasives végétales et travaux hydrauliques en marais

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

### **1.2 - Mode de consultation**

Procédure Adaptée Ouverte (art. R2123-1 du Code de la commande publique )

### **1.3 - Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 3 lots.

<b>Lot</b>	<b>Intitulé</b>
1	Travaux de restauration des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Lit mineur et continuité écologique en cours d'eau
2	Travaux de restauration morphologique des cours d'eau sur le territoire de Nantes Métropole – Berges et ripisylve
3	Travaux de restauration morphologique des milieux aquatiques sur le territoire de Nantes Métropole – Gestion des espèces invasives végétales et travaux hydrauliques en marais

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Néanmoins, un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Le lot 1 prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes avec un montant maximum porté à 1 750 000 euros HT, soit 3 500 000 période de reconduction comprise.

Lot 2 prendra la forme d'un accord-cadre multi-attributaire à bons de commandes, avec deux titulaires, et avec un montant maximum de 350 000 euros HT, soit 700 000 période de reconduction comprise.

Le lot 3 prendra la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes avec un montant maximum porté à 250 000 euros HT, soit 500 000 période de reconduction comprise.

Pour le lot 2, si le nombre de soumissionnaires est inférieur à 2 le pouvoir adjudicateur pourra continuer la procédure.

#### 1.4 – Groupement d'entreprises

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

#### 1.5 - Nomenclature

Famille – nomenclature achats interne	Travaux
Code CPV	45262640-9 - Travaux d'amélioration de l'environnement
Codes CPV complémentaires	45112700-2 : Travaux d'aménagement paysagers 45112000-5 : Travaux de fouille et de terrassement 45246200-5 : Travaux de protection des berges

### **ARTICLE 2 - Conditions de la consultation**

#### 2.1 - Durée – Délais d'exécution

Les accords-cadres prendront effets à compter de leur date de notification, pour une durée de 2 ans reconductible une fois avec les mêmes caractéristiques, soit 4 ans au maximum.

La reconduction de l'accord-cadre est tacite, sauf envoi d'une décision de ne pas reconduire avant un délai de 3 mois précédant la date d'anniversaire du contrat correspondant au mois de la notification.

#### 2.2- Variantes facultatives et obligatoires

La présente consultation n'autorise pas les variantes, ni les prestations supplémentaires éventuelles.

#### 2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

### **ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation (R.C.) et ses annexes (« Dématérialisation », Cas pratiques)
- Les Actes d'engagement pour les différents lots (A.E.) et ses annexes
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Les Bordereaux des prix unitaires (B.P.U.) pour chaque lot, assorti de leur Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)
- L'Annexe « Données de la collectivité »

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à **l'examen des offres avant celui des candidatures**. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

#### 4.1 - Contenu de la candidature électronique

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>	
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique</b>	
<b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement	
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>	
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles	
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	
<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>	
Déclaration d'effectifs : Effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années	
Références de travaux similaires : Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).	
<b>Certificat de qualifications</b>	
Les candidats devront disposer de l'ensemble des habilitations nécessaires à l'exécution des prestations notamment celles relatives à l'amiante et aux A.I.P.R. (ou équivalents) pour les lots concernés.	
Les candidats peuvent produire la qualification demandée ou apporter par tout moyen la preuve d'une capacité équivalente. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence, le pouvoir adjudicateur acceptant tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres.	

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

<b>Pièces à produire au titre de l'offre</b> <b>(aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes dûment complétés, et signés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire <b>DC4</b> ( <a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a> ) dûment renseigné
<b>L'Annexe « Données de la collectivité »</b> , dûment complétée ( <u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seul titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
<b>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U)</b> dûment complété Nota : Le candidat veillera à remplir <b>scrupuleusement</b> chacune des rubriques de prix composant le B.P.U. sous peine d'irrégularité de son offre. Ce BPU sera à remettre sous deux versions : une modifiable (XLSX) et une non modifiable (pdf)
Le <b>Détail Quantitatif Estimatif</b> dûment complété, Ce BPU sera à remettre sous deux versions : une modifiable (CXLSX) et une non modifiable (pdf) Le DQE n'a pas de valeur contractuelle, il ne sert qu'au jugement des offres.
<b>Le mémoire technique et environnemental élaboré par les candidats et présentant :</b>  1) la méthodologie, les moyens humains et matériel pour répondre aux chantiers types décrits à l'annexe 2 du présent Règlement de la Consultation et répondant aux exigences du présent CCTP. Un chiffrage à titre purement informatif de ces chantiers types utilisant le présent BPU est attendu.  2) les moyens humains spécialement mobilisés par le candidat pour répondre au marché ; à ce titre les candidats devront impérativement produire à minima les CV des conducteurs de travaux, des chefs de chantier et/ou des chefs d'équipes titulaires et suppléants prévus ou mobilisables ;  3) les moyens matériels mobilisables en fonction des différents travaux prévus au marché ;  4) les mesures que le candidat entend mettre en œuvre pour assurer la sécurité des travaux, la protection de l'environnement et la prévention des pollutions.

**Remarque** : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

## ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Critères	Coefficient
<b>Critère 1 : Valeur technique au regard du mémoire technique</b>	<b>50</b>
<p><b><u>Sous-critère 1.1 :</u></b></p> <p>Pertinence de la méthodologie présentée pour répondre <b>aux chantiers types</b> décrits à l'annexe 2 du présent Règlement de la Consultation</p> <p>Seront pris en compte au titre de ce sous-critère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La préparation du chantier (calendrier, procédure, relation avec le MOE) <b>sur 10 points</b></li> <li>- Les conditions et modalités de réalisation des travaux (matériels et matériaux utilisés, mode opératoire) <b>sur 10 points</b></li> <li>- Les moyens humains mobilisés et le respect du calendrier (avancement) <b>sur 10 points</b></li> <li>- Les conditions et modalités du repliement du chantier <b>sur 5 points</b></li> <li>- Un chiffrage purement informatif du chantier (non noté)</li> </ul>	35
<p><b><u>Sous-critère 1.2</u></b></p> <p>Pertinence, adéquation et qualité des moyens humains proposés au regard des travaux prévus au marché</p>	10
<p><b><u>Sous-critère 1.3</u></b></p> <p>Pertinence, adéquation et qualité des moyens matériels proposés au regard des travaux prévus au marché</p>	5
<b>Critère 2 : Pertinence de la stratégie mise en œuvre pour assurer la sécurité des travaux, la protection de l'environnement et la prévention des pollutions au regard du mémoire technique</b>	<b>10</b>
<b>Critère 3 : Prix des prestations à l'aune du DQE</b>	<b>40</b>

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

### Incohérences constatées dans les prix

#### **Dans le cas où le marché est conclu à prix unitaire :**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente »

### Négociation et régularisation

Dans un premier temps, et si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les **3 offres** les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier ou seulement sur le plan financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

#### **ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

#### **ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 6 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**  
[contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)